

L'inconnue LREM : cadres de gauche, discours de "droite"... mais où va le parti d'Emmanuel Macron ?



Au regard de ses cadres, de son origine, et de ses électeurs, En Marche semble se positionner à gauche de l'échiquier politique. Mais c'est son opposition qui définira clairement le mouvement.

Avec Alexis Massart

Avec Edouard Husson

Atlantico : En recoupant les origines du mouvement, ses cadres, et ses électeurs, comment peut-on qualifier le mouvement En Marche ! ? S'agit-il "simplement" d'un véritable parti du centre, ou s'agit-il d'un mouvement dépassant les clivages ? Dès lors, à quoi les électeurs doivent ils s'attendre dans le futur sur En Marche ?

Alexis Massart : Le projet de départ est davantage celui d'un mouvement dépassant les clivages politiques traditionnels, qui souhaitait ringardiser les forces traditionnelles de gauche et de droite. Dès lors le positionnement s'est naturellement porté sur le Centre de l'échiquier politique, ce qui représentait la porte d'entrée idéale pour accueillir des soutiens venant des deux côtés de l'espace politique. Du même coup Emmanuel Macron préemptait le discours sur le Centre ce qui lui permettait de neutraliser une éventuelle candidature de François Bayrou. Il donnait corps ainsi à un vrai discours sur le Centre qui jusqu'à présent était davantage coupé entre un centre droit, l'UDI, ou un centre gauche, le Parti Radical de Gauche.

Cette opération ayant été couronnée du succès que nous connaissons désormais, élection présidentielle puis élections législatives, l'étape suivante lancée par le second tour des législatives est la constitution d'une force politique centrale à vocation majoritaire. C'est bien à cela qu'il faut désormais s'attendre. Bien implantée au niveau national, La République en Marche, va désormais préparer les prochaines échéances locales (les municipales) et l'échelle européenne avec les élections prévues dans deux ans.

Edouard Husson : François Fillon ou Marine Le Pen ont passé la campagne présidentielle à parler de "Emmanuel Hollande" ou de "Bébé Hollande". Le coup n'a pas eu la portée escomptée. Macron, depuis qu'il s'est lancé dans l'aventure présidentielle, s'ingénie à échapper aux classifications. Il s'est rendu à Orléans pour honorer la mémoire de Jeanne d'Arc. A l'inverse, il a expliqué en Algérie que la colonisation avait été un "crime contre l'humanité". Au 1er tour, la France est coupée en quatre blocs électoraux à peu près équivalents. Il y a clairement un bloc de droite, que Marine Le Pen et Fillon se partagent à peu près également. Et un bloc de gauche, où Macron l'emporte sur Mélenchon - alors qu'à droite Marine Le Pen devance François Fillon. On est revenu à peu de chose près au clivage repéré par Emmanuel Todd, il y a plusieurs années, entre les "deux droites" et les "deux gauches". A droite comme à gauche il y a un courant égalitaire et un courant indifférent au principe d'égalité entre les individus, plus attentif à l'autonomie de l'individu. Le résultat du 1er tour de la présidentielle, c'est 1. Gauche libérale; 2. Droite égalitaire; 3. Droite libérale. 4. Gauche égalitaire. Au deuxième tour, Marine Le Pen apprend à ses dépens qu'il est plus facile de rassembler les droite et gauche d'inspiration libérale, qui

font l'élection de Macron que d'amener à la réunion des partisans de l'égalité de droite et de gauche. On est effectivement dans un moment de l'histoire où les libéraux de droite et gauche étaient mûrs pour se rassembler derrière un candidat, qu'il s'appelât Alain Juppé ou Emmanuel Macron. Évidemment, une autre configuration eût été possible. En 2012, Hollande et Sarkozy choisissent, pour être élus, de jouer une logique "droite" contre "gauche". Hollande gagne à ce jeu-là mais de très peu. Pour résumer, donc, on a une gauche libérale capable d'attirer une partie de la droite libérale en se drapant dans la toge du centrisme. Comme l'on imagine mal Macron verser dans une logique de rassemblement des gauches, il n'a pas d'autre solution que de consolider autant que possible son "groupe central" d'électeurs. C'est ce qu'il a entrepris aux législatives en faisant tout pour attirer une partie de la droite que j'appelle libérale.

En créant un mouvement au cours de l'année 2016, en se reposant principalement sur des cadres du centre gauche, Emmanuel Macron est parvenu à remporter la victoire Présidentielle, mais également législative, tout en amenant ce mouvement vers un discours se rapprochant plus du centre droit. En quoi En Marche ! peut-il être considéré comme le véhicule permettant à un électoral de gauche de se reconnaître dans un tel programme ?

Edouard Husson : Nous avons été marqués par un siècle ou plus d'hégémonie intellectuelle du marxisme. Le communisme était porteur d'un message de gauche égalitaire. Nous oublions trop qu'il a existé, avant même la gauche socialiste une gauche libérale. En France, c'est le mouvement radical qui fonde la III^e République. En Italie, c'est le courant libériste, dont Matteo Renzi est le plus récent héritier. Un Renzi pris pour modèle par Macron, qui devient à son tour le modèle de Renzi. On entend beaucoup parler du danger de dérive autoritaire du macronisme; certains voient en lui un nouveau Napoléon. La comparaison qui me vient beaucoup plus naturellement est avec la III^e République des années 1880. D'abord parce que les républicains radicaux sont minoritaires mais les droites sont incapables de s'unir et de mobiliser leur électoral. Les radicaux sont libéraux, en politique comme en économie. Après le Second Empire, la III^e République de la fin du XIX^e siècle est la deuxième grande période de modernisation économique du pays. Le socialisme naissant ou la droite la plus dure dénoncent le règne de la finance, de l'affairisme etc....La seule différence entre notre époque et celle de la "République des Jules", c'est le développement d'une technocratie puissante, depuis les années 1930. Macron coiffe la bonne vieille république libérale d'une superstructure technocratique dont la réaffirmation sans complexe fait crier à la confiscation du pouvoir. Pour le reste les ressorts sont les mêmes et le nouveau président cherche déjà dans la politique étrangère un dérivatif aux éventuelles tensions internes - je ne me priverai pas de pousser la comparaison jusqu'au bout: la communication grandiloquente sur les sujets internationaux fait un peu penser à la fascination éprouvée par les républicains des années 1880 pour la colonisation....Il est arrivé à plusieurs reprises que des républicains de droite s'allient avec les radicaux; mais globalement, la gauche radicale, au sens français du terme, s'est débrouillée pour disposer à la Chambre des majorités nécessaires au gouvernement. Ce n'est pas très différent d'aujourd'hui.

Alexis Massart : Au départ Emmanuel Macron ne pouvait s'appuyer que sur des cadres de gauche ayant une position plus sociale libérale. Tout d'abord, c'est son environnement d'origine lié à sa position à l'Élysée puis au gouvernement. Mais surtout, il faut bien rappeler que la droite ou le centre droit n'étaient en rien disponibles puisque une victoire écrasante leur était promise. Pourquoi donc se lancer dans une telle aventure alors même que la messe semblait déjà être dite... C'est donc dans une gauche engluée dans un quinquennat de plus en plus fragilisé, dans une montée en puissance du mouvement des frondeurs que ses premiers soutiens pouvaient être trouvés. Une partie d'entre eux n'y voyait au départ d'ailleurs qu'un mouvement de rénovation de la gauche. Ensuite une stratégie particulièrement fine et une gestion parfaite de l'agenda politique ont permis au mouvement lancé par Emmanuel Macron de déjouer les pronostics.

L'électorat a suivi le même mouvement. On voit bien, dans le vote Macron, une certaine forme de concordance avec le vote Hollande de 2012. L'électorat qui avait voté à Gauche lors de la précédente présidentielle s'est donc facilement reporté sur le nouveau Président cette année. Ceci étant, une partie de l'électorat de Droite, la partie la moins conservatrice, a elle aussi été séduite par un discours de rénovation, compatible sur le fond avec ses propres convictions. Dans les deux cas, électeurs de Gauche et électeurs de Droite, c'est davantage ceux dont les marqueurs idéologiques sont les plus faibles qui pouvaient ainsi suivre le parti du Président, c'est-à-dire les électeurs qui pratiquent avec le moins de difficulté le nomadisme électoral.

Au lendemain du second tour de la Présidentielle, en nommant un premier ministre de droite, en offrant Bercy à des personnalités de la droite, en quoi les signaux avancés par Emmanuel Macron ont pu servir à coaliser un ensemble plus hétérogène qu'il ne l'était au stade du 1er tour de l'élection présidentielle?

Alexis Massart : Là est bien la stratégie du Président de la République. C'est la construction progressive des différents étages de la fusée. Préparer le premier tour de la présidentielle en s'assurant de ses soutiens potentiels les plus traditionnels afin d'accéder au duel du second tour de l'élection. Ce duel l'opposant à la présidente du FN, il pouvait conforter ses soutiens pendant l'entre-deux tours tout en commençant à élargir vers la droite. L'étape suivante, le PS étant en état de mort clinique, a consisté à s'ouvrir vers la Droite afin de la déstabiliser pour préparer la campagne législative. La nomination de plusieurs personnalités LR au sein du gouvernement était clairement réfléchie en ce sens. Notons d'ailleurs, qu'Emmanuel Macron a directement ciblé les LR en passant outre l'UDI pourtant plus susceptible de basculer. L'analyse devait certainement consister à partir du principe que l'électorat proche de l'UDI franchirait le cap seul du vote République en Marche et que c'était l'électorat LR le plus modéré qu'il fallait aller chercher. On voit bien les étapes successives de cette stratégie dont on connaît désormais le succès absolu.

Edouard Husson : S'agit-il vraiment d'une politique de droite? Droite et gauche sont toujours des notions relatives. Si l'on continue à parler de Macron comme le porteur d'une gauche libérale, le libéralisme de droite d'un Le Maire est absolument compatible. Les deux hommes vont peut-être se disputer sur des nuances en termes d'outils de pilotage budgétaire et fiscal. Et c'est Macron qui s'imposera car il est inspecteur des Finances. Si vous réfléchissez, cependant, à ce que vont être - ou devraient être - les oppositions à Macron. Vous en aurez une d'extrême gauche. Et il en faudra une de droite. Si émerge la droite conservatrice que certains imaginent déjà, réconciliant la droite d'en haut et la droite d'en bas, alors Macron apparaîtra naturellement comme un homme de gauche, passionné d'ouverture, de mobilité, d'innovation, de multiculturalisme. Mais on ne doit pas exclure non plus que la droite soit incapable de se rassembler et alors Macron sera comme ces républicains radicaux des années 1880, qu'on avait fini par appeler "opportunistes". Au sein d'un certain spectre idéologique, on peut imaginer un Macron créant du mouvement pour ne pas perdre la bataille de la communication. Il sera donc tantôt à droite tantôt à gauche - mais au sens de la droite ou de la gauche libérales.

